

ENTRE SOCIABILITÉ ET SOLIDARITÉ : LES ASSOCIATIONS CAMPANILISTES CORSES À MARSEILLE AU XX^e SIÈCLE

Le projet migratoire des Corses est le résultat d'impératifs économiques mais son succès à Marseille s'appuie sur une sociabilité et une solidarité très spécifiques. L'émigration corse vers Marseille, vieille de plus d'un siècle, atteint son apogée dans l'Entre-deux-guerres : la cité phocéenne n'est plus seulement le port de transit avant le départ pour les colonies, elle devient un lieu de fixation pour des Corses fuyant la misère. Le phénomène n'a pas pris plus tôt cette ampleur en raison de contraintes sociales et de l'étroitesse des liens relationnels, fondés sur les solidarités. La réussite de l'installation des Corses à Marseille repose sur l'appropriation d'un quartier, le Panier, qui devient un véritable village corse et sur la création d'associations campanilistes qui renforcent l'appartenance au village d'origine.

Nous étudierons l'apparition de formes de sociabilité au quotidien dans la communauté corse émigrée qui concourt, en marge des institutions établies, au renforcement des structures existantes. Pourtant, devant le dépaysement qu'offre le milieu urbain à ces ruraux, l'association propose une structure d'accueil qui se surajoute à un réseau familial ou compatriotique déjà très efficace. Si la pratique associative peut apparaître banale parmi les migrants, dans le cas corse elle prend une ampleur qui en fait son originalité, tout en présentant de grandes différences selon la période, entre les deux guerres et après la seconde guerre mondiale.

Une sociabilité au quotidien

A Marseille, les Corses consolident les éléments de leur identité dans un quartier, le Panier, où ils s'installent en majorité, à leur arrivée. Cet espace d'accueil se situe dans les vieux quartiers de Marseille, entre la Joliette et le Vieux-Port et ses affinités avec un village corse contribuent à la fixation de cette population déracinée. C'est dans le quartier du Panier que les Corses apprennent à passer d'un village à l'autre, avant de vivre réellement « en ville ».

Grâce à des réseaux particulièrement efficaces, les Corses ont pris possession de ce quartier de façon presque méthodique : le regroupement s'effectue par immeubles entiers dans les rues du Panier, en raison d'une sociabilité sécurisante. En effet, s'installer au Panier permet aux Corses de retrouver les bases communautaires traditionnelles ou de rebâtir, dans ces rues étroites et incommodes à la circulation, des formes d'entraide qui redisent le village. La prédominance de la population corse autorise l'usage de la langue maternelle, qui bien souvent se confond avec celle des Italiens, également présents dans le Panier. Le partage de la langue facilite une intimité qui renvoie à la vie communautaire au village d'origine tout en installant les bases d'une nouvelle sociabilité, dans la ville d'accueil : « Je te connais, on a des parents et une terre commune, il y a référence, tu es des miens¹ ».

Dans le Panier, l'univers de voisinage oblige chacun à trouver sa place et à respecter un code de convenances, fondé sur une transposition des pratiques communautaires et sur une appropriation de l'espace. La rue prolonge le logement, souvent trop exigu pour une population habituée à une hospitalité débordante : l'espace public devient un grand espace privé, commun à la collectivité. La rue favorise des relations privilégiées : si Horace Bertin y voit une « manie cancanière qui pourrait se résumer par le *bazarutisme*² », on peut également y trouver le rappel du fonctionnement social des Corses car cette surveillance collective assure la cohésion du groupe. « Les femmes savent tout du quartier » : ce témoignage évoque les informations concernant les gens du quartier, leurs horaires, leurs habitudes ou leurs particularités qui sont des indicateurs précieux dans cet espace d'« interconnaissance³ », où chacun tire bénéfice de cette pratique, tout en respectant la limite entre familiarité et intimité.

La rue est à tout le monde dans le Panier, comme dans un village corse. Pour les enfants, « la rue, c'était la famille », elle est l'espace de jeu privilégié où ils font rouler des « carrioles » en bois. Cependant, ils évitent de sortir de leur territoire car la rue est un quartier dans le quartier, comme dans bien des villages. Les femmes descendent dans la rue dès qu'elles ont un

1. Enquête orale, Marseille, J.M.

2. Horace BERTIN, *Les Marseillais, mœurs et paysages*, Paris, 1888, p.23

3. Antoine PROST dans *Histoire de la vie privée*, t. 5, Paris, 1987, p.116

moment de disponible, elles laissent leur chaise en permanence sur le trottoir. Elles stationnent devant leur couloir qu'elles entretiennent au même titre que leur appartement : « Les rues et les couloirs sentaient la *Pie Jaune*, c'était un quartier très propre, tout le monde nettoyait les escaliers, les persiennes, le trottoir⁴. » Les espaces de sociabilité féminins tels que le lavoir ne manquent pas au Panier, leur fréquentation répond à une hiérarchie scrupuleusement respectée : les lavoirs des rues du Refuge ou Baussenque sont réservés au linge des charbonniers ou des peintres du bassin de carénage tandis que celui de la place des Moulins ou de la rue Beauregard est le domaine réservé des lavandières.

La multiplicité des petits commerces, le plus souvent tenus par des Corses, maintient l'aspect villageois du Panier où les relations entre le commerçant et ses clients sont individualisées : il connaît le goût de chacun, les appelle par leur prénom, leur parle corse. Dans la boutique, l'habitant du Panier « se sent comme chez lui » et ce lieu public s'apparente aux « salons de la rue⁵ ». La boutique de produits corses sert de relais identitaire, elle facilite la continuité avec les origines en permettant de « manger » corse à Marseille car cette communauté se nourrit d'aliments « culturalisés⁶ ».

Le bar dans le Panier, comme en Corse ou en Provence, est le lieu de sociabilité masculine par excellence. Les Corses fréquentent naturellement plusieurs bars, « pour faire travailler un peu tout le monde⁷ », mais ils ont tout de même un bar où se crée une intimité particulière. Le bar s'identifie souvent aux origines du patron : dans la rue de l'Évêché, les Cap-Corsins se retrouvent au bar de l'Île, les Bastiais fréquentent le bar du Trésor et les Calenzanais le bar Atlantique. La fréquentation du bar traduit une double sociabilité d'exclusion : c'est un espace masculin mais également un espace où s'affiche l'appartenance à un village corse. Dans ce lieu en principe public, l'inconnu est rapidement regardé comme un étranger. La véritable clientèle est composée d'hommes du quartier qui apprennent à supporter la migration et la séparation avec leur village : les clients sont des habitués qui ont une place et une boisson attitrée.

Le bar exprime plus que tout autre endroit, une « sociabilité diffuse⁸ » et recouvre diverses fonctions : le patron de bar sert de confident. « Il faisait office d'homme des postes lorsque les vieilles dames ne savaient pas téléphoner, de banquier car il avançait de l'argent aux femmes de marins et les

4. Enquête orale, J., rue Ste Françoise

5. Michel de CERTEAU, Luce GIARD, Pierre MAYOL, *L'invention du quotidien*, t. 2, « habiter, cuisiner », Paris, 1994 (nouvelle édition revue et augmentée) p. 120

6. *Ibid.*, p. 238

7. Enquête orale, J.X., rue de l'Évêché

8. Maurice AGULHON, *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*. Paris, 1968, p. 216

maris remboursaient lorsqu'ils recevaient leur paye. Le patron de bar était également chargé du secours mutuel ; il était maître de cérémonie en cas de décès ; je n'en connais pas un qui ne soit parti sans la couronne du patron de son bar⁹. » La similitude de comportement avec les responsables de confréries au village est un élément supplémentaire de continuité. Le bar du quartier sert de point de passage entre le domicile et le lieu de travail mais il est également un lieu d'embauche : « Après la guerre de 45, quand le port a repris, les contremaîtres venaient dans les bars pour embaucher sur les docks¹⁰. »

Une sorte de gratuité dépasse la transaction commerciale, comme l'expriment les propos de ce patron de bar de la place de Lenche : « Les jeunes, c'était pas comme les navigateurs ; les navigateurs, j'en avais besoin pour vivre mais les jeunes, c'était pour le plaisir, il n'était pas question de faire du commerce avec eux. »

L'intensité des échanges crée dans le Panier une complicité au quotidien, nourrie de rituels qui valorisent ce modèle de quartier-village et pourraient suffire à faciliter l'adaptation de ces migrants à la vie urbaine. Cependant, à la reproduction villageoise s'ajoute le besoin associatif qui sert de cadre aux solidarités insulaires.

Un réflexe identitaire

Dans la communauté corse de Marseille, le système associatif traduit une fidélité au lieu d'origine et offre un cadre officiel aux manifestations de solidarités villageoises. De façon générale, la première moitié du XX^e siècle est l'époque du développement de la vie associative : l'amicalisme corse s'en inspire tout en puisant à ses propres sources, où se retrouvent confréries et corporations. Ce phénomène spontané correspond à l'aspiration générale des originaires d'un même village corse qui désirent reconstruire leur communauté, au-delà du quartier du Panier, par réaction de défense ou par volonté de survie.

Dans la migration de l'Entre-deux-guerres, les solidarités villageoises prédominent sur l'appartenance à la Corse. L'identité locale a des racines si fortes qu'elle permet la transposition à Marseille et la préférence pour le village livre une représentation du groupe social de départ en assurant une continuité, fondamentale pour le migrant. A partir du début du siècle, mais surtout après 1920, une succession d'associations corses se crée, affichant un campanilisme exacerbé. Il s'agit parfois d'associations à peine plus

9. Enquête orale, J. B. N. Marseille

10. Enquête orale, M. rue du Panier

étendues qu'un groupe de villageois habitués à se fréquenter et à partager l'heure de l'apéritif ou un moment après le repas du soir mais qui inscrivent ces réunions, officiellement, dans une organisation spécifique. Leur nombre est un indicateur de cette dynamique, sur 74 associations corses créées dans l'Entre-deux-guerres, 51 sont des associations de clocher.

Ce type d'amicale a pour but officiel « d'unir ou de rassembler les originaires du village et d'entretenir entre eux de bons sentiments de cordialité et de solidarité » ou « s'entraider dans un but de solidarité¹¹ ». Le terme de solidarité est systématiquement reproduit comme s'il était fondamental pour rassembler. Ces statuts déposés ne présentent pas une grande spécificité mais compte-tenu de l'importance des solidarités dans un village corse, la précision n'est pas superflue. Le rôle de l'association dans le cas du décès d'un membre rappelle la charge des confréries dans ce domaine : inscrit dans les statuts, le devoir de chacun est « d'accompagner » le défunt comme au village où chaque famille délègue au moins un représentant. Bien que cette présence paraisse légitime, la précision impose le respect de cette tradition à Marseille. Certaines associations prévoient également dans leurs statuts une aide à la famille endeuillée. Collectivement, dans ce cadre associatif, les natifs d'un même village parviennent à éviter la dislocation des structures traditionnelles fréquemment ressenties dans le départ et surtout à se faire connaître ou reconnaître dans le milieu urbain, étranger par nature.

Le « lieu de mémoire qu'est le clocher¹² » est au centre de la vie collective, il est porteur d'un sentiment de familiarité vécue, d'un attachement affectif qui perdure dans l'exil. L'association campaniliste focalise cette appartenance qui crée donc un mode d'exclusion, sensible à la lecture des statuts déposés à la préfecture. Pour être membre, « il faut être originaire du susdit canton, ou s'y être marié ou enfin y avoir des intérêts¹³ ». Le patronyme de l'association confirme l'une des valeurs principales du campanilisme : beaucoup d'amicales utilisent des substantifs (bastiaise, canaraise, calenzanaise) ou se présentent comme les Enfants de Moltifao ou d'Île Rousse pour prouver la permanence des liens.

Le système associatif corse de l'Entre-deux-guerres traduit une forme de conscience identitaire et une suraffirmation des attaches au village : « ces groupements descendaient en droite ligne de ces Corses venus ici et se trouvant dans un tel état de nostalgie qu'ils n'avaient qu'un souci, celui de se retrouver et évoquer le village¹⁴ ». L'association de clocher se présente comme l'aboutissement de la transposition d'habitudes communautaires.

11. AD BDR, 4M 708

12. Ph. BOUTRY, dans *Lieux de mémoire*, t.3, Paris, 1992, p.62

13. Statuts de l'amicale Fiumorbaise, 18/06/29, dont le siège était 1, place Sadi-Carnot (ADBDR, 4M 786).

14. Enquête orale à Marseille

Le siège des associations est généralement situé dans un bar, le plus souvent à l'extérieur du quartier du Panier. La fréquentation d'un bar dans le cadre associatif répond surtout à un désir d'adaptation à la vie marseillaise et le choix d'un siège « ailleurs » que dans leur espace-Panier traduit la nécessité de visibilité par rapport à la cité d'accueil. La solidarité et la sociabilité du quartier n'impliquent pas une amicale alors que l'aspect officiel d'une amicale dont le siège est rue de la République ou au Chapitre porte en soi une mission de représentation. En effet, le rôle du siège à l'extérieur du quartier-refuge oblige les Corses à « sortir » du Panier, à fréquenter des établissements où ils vont cotoyer des Marseillais. Ce choix répond à un besoin d'imitation ressenti comme l'apprentissage de la vie urbaine. L'amicale sert alors de relais sécurisant entre le Marseillais et le Corse, elle facilite l'échange et l'affirmation d'une identité tout en confortant une endogamie protectrice.

La reproduction n'est pas obligatoirement représentative de l'importance du village d'origine, les associations campanilistes rassemblent peu les cantons ou les anciennes *pieve*¹⁵, il s'agit surtout de villages si petits soient-ils. Les originaires du Cap Corse en fournissent un bon exemple puisque onze villages sont représentés à Marseille par une association de clocher.

La mémoire du lieu réfère à un territoire perdu qui ordonnait des relations solidaires, un calendrier commun spécifique que l'amicale prend en charge, se présentant comme le succédané des confréries. L'association campaniliste devient le lieu de gestion de la mémoire du village et prend en charge les rituels annuels des manifestations importantes propres à la communauté de départ. Comme la confrérie, l'amicale rassemble ses membres autour de la figure protectrice du saint patron et le point culminant des activités de l'association demeure l'organisation du banquet le jour de la fête patronale. Cette manifestation concrétise la continuité entre le village et les exilés, la permanence des liens.

Dans l'Entre-deux-guerres, le cadre de la fête de l'amicale se situe hors du Panier, dans un établissement chargé d'une notabilité marseillaise et c'est l'occasion d'une véritable « sortie ». Sous l'effet d'une conscience collective de la représentation du village, chaque groupement affiche une recherche de conformisme à travers le choix des salles : les Corses privilégient des lieux très fréquentés par les Marseillais comme le Salon des Fleurs ou le Brébant Marseillais dans un but d'intégration au sein de la ville d'accueil. Ce choix permet également de prouver aux autres associations leur

15. La *pieve* est une unité territoriale, économique, politique et religieuse de la Corse génoise. Elle correspond à plusieurs vallées, regroupant parfois plusieurs communes. Elle a disparu mais garde sa force dans les coutumes des relations intervillageoises.

capacité d'adaptation aux modèles locaux. Cette responsabilité de l'amicale lui donne ainsi l'occasion de s'introduire dans un nouveau réseau et de faciliter l'installation des compatriotes à Marseille.

La variété des associations de clocher trouve une partie de son originalité dans le besoin d'identité des Corses : en tant que minorité, la population corse veut être reconnue par les Marseillais, tout en exprimant une fidélité envers ceux qui sont restés au village. Le besoin de justifier le départ par une réussite s'accompagne de la nécessité de prouver l'absence de trahison dans la migration. L'association campaniliste répond à un problème de mauvaise conscience des migrants à l'égard de ceux qui sont restés au village et l'étude de la presse marseillaise et corse permet d'appréhender ce phénomène. Les quotidiens régionaux comme *Le Petit Marseillais* et *Marseille-Matin* à partir de 1931, réservent régulièrement une rubrique aux groupements corses de Marseille : ils se font l'écho des activités et du besoin de justification des membres « implantés et non déracinés¹⁶ ».

La mission des articles de presse repose sur la possibilité de prouver le souvenir, à partir de la diffusion du discours du président : toute évocation est la réalisation du « secret désir de l'assistance¹⁷ », et sujet à un lyrisme nostalgique : « Comme la Corse paraissait belle et désirable ! »¹⁸ La lecture de la presse de l'Entre-deux-guerres met en évidence l'altérité que les Corses affirment à Marseille : ils veulent insister sur l'absence de trahison, sur leur même enracinement malgré l'éloignement et leur fidélité aux habitudes communautaires.

L'aide que les Corses offrent à leurs compatriotes restés au village s'appuie sur la réussite des migrants dans la ville d'accueil. Ainsi, les Enfants d'Ile-Rousse ouvrent une souscription pour restaurer le clocher, la mission des expatriés consiste à réunir les fonds nécessaires à la réparation de cet emblème. Les Enfants de Lumio, veulent créer un comité chargé de recueillir des fonds pour aider le village¹⁹ tandis que les Enfants de la commune de Moltifao manifestent leur attachement à l'histoire collective en participant aux frais de construction du monument aux morts de la grande guerre²⁰.

Parce qu'elle vient renforcer les liens d'appartenance des originaires d'un même village, l'amicale campaniliste acquiert sa légitimité dans le village et s'inscrit comme structure d'encadrement dans la ville d'accueil en favorisant l'adaptation des membres au milieu urbain.

16. *Le Petit Marseillais*, éd. Marseille, 23/03/1925. Article de l'amicale Ajaccienne.

17. *Le Petit Marseillais*, éd. Marseille, 9/12/1933. Article de l'amicale Cortenaise

18. *Le Petit Marseillais*, éd. Corse, 30/05/1933. Article de l'amicale Montemaggioreaise

19. *Le Petit Marseillais*, éd. Marseille, 6/04/1936. Article des Enfants de Lumio

20. *Marseille-Matin*, 3/08/1931

Une solidarité organisée

L'histoire des associations corses à Marseille connaît un changement important en 1939-45 car la guerre a appris à la colonie corse à élargir son appartenance à l'île plutôt qu'au village. La rupture est durable, certaines familles ont quitté le quartier, parfois Marseille, la population a changé parce qu'elle ne subit plus de façon aussi charnelle le déchirement de la séparation avec le village. Les migrants de la première génération se sont accoutumés au milieu urbain et les néo-arrivants ne subissent pas le même dépaysement que leurs prédécesseurs : « le continent » n'est plus un territoire inconnu et inquiétant, la communauté corse de Marseille et ses réseaux fonctionnent encore assez bien pour les sécuriser.

La renaissance du phénomène associatif prend ses origines dans cette communauté qui a changé, vieilli, déménagé. La destruction d'une partie des vieux quartiers a dispersé la communauté et le changement que provoque l'après-guerre induit également une modification du comportement associatif qui ne correspond plus aux mêmes besoins. Il sera difficile de revenir en arrière et de retrouver les réflexes de l'Entre-deux-guerres, pourtant, devant la précarité vivement ressentie des liens traditionnels, l'association se présente comme la structure d'accueil propre à recréer un réseau de solidarités.

Les nouvelles associations campanilistes se mettent en place comme des structures de solidarité organisée : il n'est plus question d'amicales créées spontanément pour entretenir les liens avec le village et les compatriotes de Marseille. Il persiste un attachement à la forme et à la vie de réunion mais les associations de l'après-guerre entretiennent surtout le souvenir des réunions précédentes, recomposent une mémoire commune. Plusieurs facteurs modifient la vie associative corse : la dispersion des Corses dans la cité phocéenne, l'affaiblissement du rôle des cafés²¹ (où les amicales avaient leur siège), le changement de mentalité et l'apparition de nouveaux loisirs.

La lecture de la presse apporte un éclairage sur ces bouleversements : les communiqués des associations ne diffusent plus les discours des présidents mais insistent davantage sur le besoin de regroupement autour d'un même attachement à la Corse, plus qu'au village d'origine. L'amicale Cervionaise organise une conférence sur « la solidarité corse à Marseille²² » : l'initiative de ce thème peut surprendre mais elle prouve le besoin de refabriquer quelque chose de perdu. Les tentatives de redémarrage d'associations campanilistes traduisent l'action des « anciens » et la courte durée de ces amicales exprime une rupture avec la période précédente. L'amicale Calvaise, en décidant de renouveler plus souvent des réunions permettant « aux

21. Cf. série d'articles de Raymon Gimel dans *Le Provençal* entre le 2 et le 7 décembre 1952

22. *Le Provençal*, 6/03/1949

Calvais habitant Marseille de mieux se connaître²³, » avoue la dispersion des compatriotes dans la ville où ils n'ont plus d'autres occasions de se rencontrer : dans l'Entre-deux-guerres, les Calvais étaient rassemblés dans les mêmes rues du Panier et ne manquaient pas d'occasion de se voir... La rupture est considérable.

Le changement de comportement des associations campanilistes est exprimé par cet ancien secrétaire : « Les associations des années 50 voulaient que leur fête « sente » le maquis, les nôtres, c'était le clocher avant tout, ce n'est plus comparable, nous n'avons plus la même référence²⁴. » En effet, beaucoup d'associations vont se « continentaliser » en empruntant des pratiques marseillaises, à l'occasion de leur fête : ainsi, la nuitée fait parfois place au banquet et surtout l'apparition de l'élection d'une « Miss Corse » au cours de ces nuitées manifeste un changement de modèle évident. Certaines amicales abandonnent la fête du saint patron pour organiser la « fête du muguet » : le besoin de conformisme marseillais s'impose au nom d'un rajeunissement des groupements corses. Les lieux de rencontre sont différents de la période précédente. Alors que les associations de clocher utilisaient ces fêtes pour exister dans Marseille avec leur identité, celles de l'après-guerre semblent chargées d'une autre mission. Le choix de salles à proximité du Panier, pour la fête patronale, traduit un désir de retrouver la proximité du quartier qui garde toute sa symbolique. Ce besoin de racines « marseillaises » construit une nouvelle histoire commune des Corses dans la migration. Ils se sont adaptés à la vie urbaine mais éprouvent un besoin charnel de retrouvailles avec le quartier de leur passé. Ces fêtes expriment davantage la nostalgie de leur vie au Panier que celle de la Corse : on ne regrette plus le village de Corse mais la vie communautaire du village-Panier.

La progression socio-professionnelle de la communauté corse de Marseille qui se ressent fortement au niveau de la composition du bureau des amicales campanilistes de l'après-guerre, porte sans doute une part de responsabilité dans ce glissement des associations : les employés ou fonctionnaires de l'Entre-deux-guerres font place aux professions libérales ou cadres, à la recherche d'un autre objectif. Leur présence à la tête des groupements est recherchée pour rehausser le prestige qui rejaillit ensuite sur l'ensemble des membres et au-delà, sur le village d'origine. L'adhésion à l'association, volontaire ou sollicitée, met en valeur un côté « mondain » du fonctionnement de ces nouvelles amicales campanilistes.

De ce fait, quand le mouvement associatif reprend avec force entre 1949 et 1954 il s'appuie sur d'autres références, il n'est pas spontané mais organisé et l'appartenance à la Corse prévaut sur le village. Il semble beaucoup

23. *Le Provençal*, 2/07/1955

24. Enquête orale, Marseille

plus guidé par l'attrait du pouvoir, de la présidence et des avantages qu'elle peut fournir que par la mise en valeur du village : « Ces nouvelles associations ne respectent plus autant la tradition, elles sont devenues des moyens d'influence²⁵ » : l'insistance de ce témoin devant l'impossibilité de comparaison valorise essentiellement un modèle ancien qui n'a plus d'existence après-guerre.

L'évolution du mouvement associatif campaniliste corse conduit à un rassemblement des Corses de Marseille dans leur ensemble, qui vont exprimer leur solidarité avec l'île plus qu'avec le village. Les associations campanilistes se rassemblent en Fédération, avec d'autres groupements corses, professionnels ou culturels, afin de conduire des actions en faveur de la Corse : le président de l'amicale calvaise exprime dans un communiqué relatant la fête annuelle son désir de « création d'une Fédération des amicales corses, seul organisme susceptible par son importance d'aider à l'aboutissement des problèmes d'intérêt général comme le chemin de fer, les courriers aériens et maritimes²⁶. » Suivant le conseil du journal *Aurore Corse* : « Forti saremu, si saremu uniti²⁷ », les amicales se regroupent en fidélité avec la mission du migrant qui veut améliorer les conditions de vie de son lieu d'origine.

Parmi les préoccupations des Corses de l'extérieur, prédominent les relations maritimes, le tourisme et l'expansion économique de l'île. La Fédération des groupements corses organise d'ailleurs des « journées corses » à Marseille le 1^{er} juin 1958 et le 7 juin 1959 pour faire aboutir ses revendications en faveur d'une île qui prend un retard économique important. La Fédération rassemble ses adhérents autour d'un slogan « nous, les Corses de l'extérieur, nous avons le droit de nous occuper de notre île. » Le besoin de justifier l'action par le droit est très novateur, il exprime la recherche du maintien des liens avec l'île, même si ce n'est plus avec la famille ou le village. Le désir d'afficher des origines et de manifester une solidarité envers la Corse crée une nouvelle dynamique dans la communauté corse de Marseille qui se réunit au siège de la Fédération des groupements corses dans les années 60, rue Saint-Saëns²⁸, et non plus dans un bar. La Fédération, pour obtenir de meilleurs résultats, définit le problème corse sur un plan politique : de ce fait, elle peut impliquer l'ensemble des Corses de Marseille, qu'ils soient membres d'une amicale ou non. Le regroupement campaniliste perd forcément de sa valeur symbolique devant des actions plus globales.

Certaines associations de clocher, face à l'évolution des mentalités, envisagent des réunions d'un type nouveau comme les Sartenais qui organisent « une concentration des amicales sartenaises de Nice, Toulon et Marseille

25. Enquête orale, B., Marseille

26. *Le Provençal*, 7/12/1955

27. « Nous serons forts, si nous sommes unis ». B.N. Fol. Jo 4230

28. Avant de s'installer rue Sylvabelle et de créer la Maison de la Corse.

le dimanche de Pentecôte, au Lavandou²⁹ » : devant la dispersion de la communauté, ce projet s'appuie sur le regroupement une fois par an des associations d'un même clocher, « pour évoquer le village ». Le lieu d'implantation de la communauté devient un second critère de cohésion, après le lieu d'origine : c'est une grande nouveauté dans les amicales de l'après-guerre.

Le comportement des associations campanilistes de Marseille émane de la « nouvelle génération des déracinés³⁰ » qui désirent agir en faveur de la Corse pour éviter que leurs compatriotes ne soient obligés, comme eux, de s'expatrier : le problème autonomiste est en gestation mais il est bien loin de l'amicalisme de clocher de l'Entre-deux-guerres.

*
* *

Le mouvement associatif corse sur une longue durée traduit la spécificité d'une migration de pauvres qui partent à contre-cœur de Corse pour des raisons de subsistance : leur seule protection contre un milieu nouveau s'exprime par une transposition de solidarités. Au-delà d'un quartier approprié par la communauté corse, l'émergence d'une structure supplémentaire, l'association campaniliste, apparue spontanément est en elle-même significative par son mode de fonctionnement autant que par ses rapports avec l'ensemble du tissu social. Le développement du phénomène associatif s'accompagne de l'intégration croissante au sein de la ville d'accueil, en consolidant des structures plus anciennes, dans la première période. Après la guerre, la reprise du phénomène sous une influence volontariste s'exprime en termes d'attachement à l'île et non plus au clocher. Progressivement vers la fin des années 60, la doctrine régionaliste évolue et les associations se trouvent dépassées par le problème corse qui conduit progressivement à certaines revendications autonomistes. En dépit d'une solidarité qui perdure, il devient difficile d'être « un Corse de l'extérieur » sans un engagement qui va bien au-delà d'un régionalisme idéologique.

Marie-Françoise ATTARD-MARANINCHI.

29. *Le Provençal*, 24/05/1954

30. *Le Mémorial des Corses*, (dir. F. POMPONI) t. 5, « De l'histoire à l'actualité, 1945-1980 », Ajaccio, 1982, p. 250.